



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 05, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

À deux jours de l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février 2026 l'impasse politique s'est intensifiée autour d'une proposition de conseil à trois membres rejetée. Le dialogue du 1er au 3 février a produit une formule de transition combinant un membre du CPT un juge de la Cour de Cassation et un représentant de la société civile mais le parti EDE la coalition de plus de 70 partis et la coalition Fanm Yo Deside ont catégoriquement rejeté toute participation du CPT au-delà du 7 février. Une analyse de Chatham House publiée le 4 février caractérise Haïti comme prise au piège d'un cercle vicieux où la violence dissuade le financement et les lacunes de financement perpétuent la violence. Aucun incident de sécurité majeur ne s'est produit au cours des dernières 24 heures et le taux de change reste stable à 131,00 HTG par USD.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le mandat du CPT expire dans 48 heures sans cadre successeur convenu
La proposition de conseil à trois membres rejetée par les principales coalitions politiques
Chatham House avertit que l'approche axée uniquement sur la sécurité est insuffisante sans réforme économique structurelle
Taux de change stable aucune attaque majeure de gangs au cours des dernières 24 heures
L'alignement États-Unis-ONU-OEA-CARICOM soutient le scénario de continuation du PM
Fils-Aimé

DÉVELOPPEMENT 1

Le développement de gouvernance le plus significatif est la cristallisation et le rejet immédiat de la proposition de conseil à trois membres émergeant du dialogue politique du 1er au 3 février. La structure proposée remplacerait le CPT de neuf membres par un conseil de trois membres composé d'un membre actuel du CPT d'un juge de la Cour de Cassation et d'un représentant de la société civile.

Le parti politique Les Engagés pour le Développement a publié un communiqué le 3 février 2026 refusant catégoriquement toute implication du CPT au pouvoir après le 7 février. L'EDE qualifie la proposition de conseil à trois membres de nulle et non avenue et insiste sur une architecture exécutive bicéphale alternative avec un président et un premier ministre comme décrit dans le Consensus Politique pour le Redressement National. La coalition féminine Fanm Yo Deside a également rejeté toute prolongation vague du CPT exigeant une transition inclusive

avant le 7 février.

Gazette Haïti a rapporté le 5 février que le CPT cherche à jouer un rôle dans la nouvelle période intérimaire malgré la déclaration de Leslie Voltaire du 30 janvier selon laquelle le conseil partirait et perdrait sa légitimité à partir du 8 février. La coalition Consensus plus large refuse les décisions expéditives insistant sur le fait que la proposition d'exécutif bicéphale reflète de multiples échanges et devrait être respectée.

Le désaccord fondamental porte sur la question de savoir si un membre du CPT peut participer à la gouvernance post-7 février. La coalition de plus de 70 partis l'EDE Fanm Yo Deside et la coalition Consensus rejettent tous la continuité du CPT tandis que le CPT lui-même manœuvre pour conserver son influence. Avec deux jours restants cette impasse n'a pas de voie de résolution nationale claire bien que les acteurs internationaux soutiennent la continuation du PM Fils-Aimé en vertu des dispositions constitutionnelles de repli.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été installé en avril 2024 suite à la démission du Premier Ministre Ariel Henry avec un mandat de 18 mois expirant le 7 février 2026. Le conseil était destiné à superviser la restauration de la sécurité et à préparer les conditions pour les élections mais a été marqué par des divisions internes des allégations de corruption et cinq membres actuellement sous restrictions de visa américaines.

POINTS DE DISCUSSION

La formule de conseil à trois membres rejetée par l'EDE la coalition de plus de 70 partis et Fanm Yo Deside

Le CPT cherchant un rôle post-mandat contredit l'engagement préalable de partir le 7 février
Les acteurs nationaux exigent un exécutif bicéphale tandis que la communauté internationale soutient la continuation du PM

La fenêtre pour un consensus négocié effectivement fermée avec 48 heures restantes

Le scénario de repli constitutionnel le plus probable mais fait face à des défis de légitimité nationale

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller les tentatives de consensus de dernière heure ou les défections de membres du CPT

le 6 février

Préparer des protocoles d'urgence pour les scénarios de vide de gouvernance post-7 février
Évaluer les stratégies de reconnaissance institutionnelle si le PM Fils-Aimé gouverne sans conseil présidentiel

Évaluer le risque d'exploitation par les gangs pendant l'incertitude de transition politique
Coordonner avec les parties prenantes internationales sur les paramètres d'engagement post-transition



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

Chatham House a publié une analyse politique significative le 4 février 2026 intitulée *Le Cercle Vieux d'Haïti Le Financement est Nécessaire pour Mettre Fin à la Violence Mais la Violence Signifie que le Financement n'Arrive Pas*. Le document exprime de sérieux doutes quant à savoir si Haïti aura un gouvernement après le 7 février lorsque le Conseil Présidentiel de Transition devait initialement se dissoudre notant que des batailles intestines ont éclaté sur ce qui devrait suivre le conseil.

L'analyse fait référence à l'armada flottant juste à l'extérieur de Port-au-Prince aux côtés de la pression diplomatique et cite le Secrétaire d'État Rubio disant au PM Fils-Aimé qu'il a souligné l'importance de la continuation de son mandat pour combattre les gangs terroristes et stabiliser l'île. Rubio a déclaré que le TPC doit être dissous d'ici le 7 février sans acteurs corrompus. La thèse centrale du document soutient qu'au-delà de la restauration de la sécurité une poussée pour reconstruire la société haïtienne et créer des emplois est vitale pour toute solution durable.

L'évaluation de Chatham House signale un consensus croissant des groupes de réflexion internationaux selon lequel l'approche axée sur la sécurité est insuffisante et que la réforme économique et de gouvernance structurelle doit accompagner tout gain de sécurité. Cela représente un changement des opérations de sécurité purement tactiques vers la reconnaissance que la Force de Suppression des Gangs seule ne peut produire une stabilité durable sans initiatives parallèles de développement économique et de création d'emplois.

L'analyse renforce les préoccupations des entreprises et des investisseurs selon lesquelles même avec un contrôle territorial amélioré l'environnement opérationnel fondamental restera contraint sans aborder les problèmes structurels fondamentaux notamment le chômage les déficits d'infrastructure et la capacité de gouvernance. Le cadrage du cercle vicieux suggère que les décisions de financement international resteront conservatrices jusqu'à ce que la sécurité s'améliore mais la sécurité ne peut s'améliorer durablement sans financement pour la reconstruction économique.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les interventions internationales précédentes en Haïti notamment la MINUSTAH de 2004 à 2017 ont démontré que les opérations de sécurité sans développement économique parallèle produisaient une stabilité temporaire qui s'est effondrée après le retrait de la mission. Le déploiement actuel de la Force de Suppression des Gangs suit ce schéma historique avec un accent sur les opérations tactiques plutôt que sur la réforme structurelle.

POINTS DE DISCUSSION

Chatham House caractérise Haïti comme prise au piège dans un cercle vicieux violence-financement

L'approche axée sur la sécurité jugée insuffisante sans réforme économique et de gouvernance
Reconnaissance internationale croissante que la GSF seule ne peut produire une stabilité durable

Les contraintes de l'environnement commercial persisteront malgré les gains de contrôle territorial

L'hésitation au financement renforce la détérioration de la sécurité dans un cycle auto-perpétué

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Intégrer les critères de développement économique dans la planification et l'évaluation des opérations de sécurité

Évaluer les initiatives de création d'emplois comme multiplicateurs de stabilisation de la sécurité et non comme pistes séparées

Coordonner l'engagement des donateurs internationaux autour du financement simultané de la sécurité et de la reconstruction

Évaluer les opportunités de partenariat avec le secteur privé liées aux gains de contrôle territorial

Surveiller les annonces de financement international liées aux résultats de transition de gouvernance



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

Les cadres de transition concurrents démontrent un désalignement fondamental entre les préférences de la communauté internationale et les demandes des acteurs politiques nationaux. Six propositions distinctes existent notamment le conseil à trois membres du dialogue du CPT l'exécutif bicéphale des partis de plus de 70 le repli constitutionnel de continuation du PM l'initiative de la société civile l'Accord de Montana et le cadre COPPOS-Haïti.

Les États-Unis l'ONU l'OEA et la CARICOM ont convergé sur des principes clés selon lesquels le CPT doit se dissoudre le 7 février que le PM Fils-Aimé devrait continuer comme chef du gouvernement que les élections devraient se dérouler en 2026 et qu'aucune extension ou auto-perpétuation de membre du CPT n'est acceptable. Cet alignement international soutient effectivement le scénario de continuation du PM comme résultat le plus probable indépendamment de l'opposition nationale créant un écart de légitimité entre la reconnaissance internationale et l'acceptation politique nationale.

Le Conseil Électoral Provisoire maintient son calendrier avec le lancement de la campagne le 19 mai le premier tour le 30 août le second tour le 6 décembre et l'investiture le 7 février 2027. Cependant le CEP a précédemment déclaré que les élections étaient matériellement impossibles avant février 2026 en raison de l'insécurité et du budget de 137 millions de dollars n'étant financé qu'à moitié. Cela crée une incertitude supplémentaire quant à savoir si le calendrier électoral peut être maintenu de manière crédible sous toute structure de gouvernance post-transition.

La déconnexion entre le soutien international à la continuation du PM Fils-Aimé et les demandes nationales de restructuration plus large crée des conditions pour une légitimité contestée. Les acteurs politiques font face à un choix binaire entre accepter la continuation du PM soutenue par des acteurs externes ou contester le repli constitutionnel tout en risquant le

vide institutionnel et l'isolement international. La fenêtre de deux jours ne fournit aucune voie réaliste pour un consensus national négocié.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les dispositions constitutionnelles d'Haïti pour la succession exécutive restent ambiguës en l'absence d'un président élu. La constitution de 1987 n'aborde pas explicitement les scénarios où un conseil présidentiel de transition se dissout sans cadre successeur convenu créant une incertitude juridique autour de la légitimité de la gouvernance du PM seul.

POINTS DE DISCUSSION

Six cadres de transition concurrents reflètent une fragmentation politique fondamentale

La communauté internationale alignée sur le scénario de continuation du PM Fils-Aimé

Les acteurs nationaux exigent un exécutif bicéphale ou une restructuration plus large

Le calendrier électoral maintenu malgré le CEP déclarant les élections matériellement impossibles

L'ambiguïté constitutionnelle sur la gouvernance du PM seul crée une vulnérabilité de légitimité

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Évaluer la base juridique pour la gouvernance du PM Fils-Aimé sans supervision du conseil présidentiel

Évaluer les protocoles de reconnaissance internationale pour divers scénarios post-transition

Surveiller les déclarations des acteurs politiques nationaux acceptant ou rejetant la continuation du PM

Préparer les scénarios de légitimité contestée nécessitant des décisions de positionnement des parties prenantes

Coordonner avec les conseillers juridiques sur les incertitudes d'interprétation constitutionnelle



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 4

Aucun incident de sécurité majeur ne s'est produit au cours des dernières 24 heures représentant un calme relatif continu depuis l'alerte de l'Ambassade américaine du 31 janvier. Les récentes opérations de la Police Nationale d'Haïti à Croix-des-Bouquets le 1er février ont neutralisé trois individus armés et saisi des armes automatiques tandis que les opérations du 31 janvier ont tué huit membres de gangs. Le Ministre de la Justice Pélissier a déclaré le 20 janvier que de grandes sections du centre administratif de Port-au-Prince sont passées de zones rouges à zones oranges suite aux opérations sécurisant l'intersection de l'aéroport Delmas 19 et Nazon.

Les gangs armés continuent de contrôler environ 90 pour cent de Port-au-Prince malgré ces gains tactiques. Le déploiement de la Force de Suppression des Gangs reste à 950-1000 personnels principalement des forces kényanes contre une force autorisée de 5550 avec un déploiement complet attendu d'ici l'été ou l'automne 2026. Le Bureau d'Appui des Nations Unies progresse vers sa date limite opérationnelle du 1er avril mais l'évaluation de Chatham House renforce que la GSF seule est insuffisante sans réformes structurelles.

Le taux de change reste stable à 131,00 HTG par USD avec une dépréciation mensuelle de 0,10 pour cent et une dépréciation sur 12 mois de 0,62 pour cent. Aucune alerte de dévaluation significative n'a été déclenchée. Le renouvellement du programme textile HOPE-HELP a été adopté par la Chambre américaine le 11 janvier et attend l'action du Sénat avec le soutien de l'Association des Industries mais aucun mouvement du Sénat détecté au cours des dernières 24 heures.

Les conditions humanitaires restent sévères avec 1,5 million de personnes déplacées par la violence des gangs une insécurité alimentaire massive et un appel humanitaire de 880 millions de dollars pour 2026 ciblant 4,2 millions de personnes. L'interdiction de la FAA sur les transporteurs américains reste en vigueur jusqu'au 7 mars et l'installation hydroélectrique de Péligre reste hors ligne. Ces contraintes limitent le potentiel de reprise économique même dans les scénarios où les opérations de sécurité produisent des gains territoriaux.



CONTEXTE HISTORIQUE

La stabilité du taux de change reflète la capacité d'intervention de la Banque de la République d'Haïti et des volumes de transactions relativement faibles plutôt que la force économique fondamentale. Les épisodes précédents de dépréciation de la gourde en 2018-2019 et

2021-2022 se sont accélérés rapidement une fois la capacité d'intervention épuisée.

POINTS DE DISCUSSION

Environnement de sécurité calme au cours des dernières 24 heures mais les gangs contrôlent 90 pour cent de Port-au-Prince

Les opérations de la PNH montrent des gains tactiques dans les zones de Croix-des-Bouquets et du centre administratif

Taux de change stable à 131,00 HTG par USD avec dépréciation mensuelle minimale

Déploiement de la GSF à 18 pour cent de la force autorisée avec déploiement complet dans plusieurs mois

La crise humanitaire persiste avec 1,5 million de déplacés et une insécurité alimentaire massive

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller la réponse des gangs à la transition politique pour les opportunités d'exploitation

Évaluer la continuité opérationnelle de la PNH pendant la période d'incertitude de gouvernance

Évaluer la durabilité du taux de change dans des scénarios potentiels de vide de gouvernance

Coordonner les protocoles d'accès humanitaire avec les planificateurs d'opérations de sécurité

Suivre le calendrier du Sénat HOPE-HELP comme facteur critique de stabilité du secteur textile



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le 6 février représente le dernier jour pour toute tentative de consensus de dernière heure avec attention sur les déclarations individuelles des membres du CPT ou les défections potentielles.

Le jour de transition du 7 février nécessite une surveillance pour savoir qui s'adresse à la nation si une cérémonie de dissolution du CPT a lieu si le PM Fils-Aimé émet une déclaration exécutive et la réponse des gangs aux scénarios de vide politique. Le calendrier de dépôt à la Cour Suprême de l'administration Trump pour la demande de suspension d'urgence du TPS

reste incertain mais pourrait progresser rapidement.

CETTE SEMAINE

La structure de gouvernance post-transition clarifiera si le PM Fils-Aimé gouverne seul si une nouvelle structure émerge et les déclarations de reconnaissance internationale. L'évaluation de la posture de sécurité se concentre sur l'exploitation par les gangs de l'incertitude de transition et la continuité opérationnelle de la PNH. Le Représentant Spécial de la Force de Suppression des Gangs Jack Christofides assume son poste mi-février. L'action du Sénat sur l'extension du programme textile HOPE-HELP devient de plus en plus urgente pour la stabilité de l'industrie.

HORIZON STRATÉGIQUE

La crédibilité du calendrier électoral dépend de savoir si le Conseil Électoral Provisoire maintient les dates de lancement de campagne du 19 mai et de premier tour du 30 août malgré les déclarations d'impossibilité matérielle. Le calendrier de déploiement complet de la Force de Suppression des Gangs de l'été à l'automne 2026 nécessite des homologues gouvernementaux stables pour la coordination. La date limite opérationnelle du 1er avril du Bureau d'Appui de l'ONU et le mandat de la BINUH jusqu'en janvier 2027 fournissent un cadre de continuité de mission. Des contestations devant la Cour Constitutionnelle de toute structure de gouvernance post-transition pourraient émerger si les acteurs nationaux contestent la légitimité de la continuation du PM.

SOURCES PRIMAIRES

Zantray News 3-4 février 2026 rejet du parti EDE du conseil à trois membres

Vant Bef Info 1-2 février 2026 déclaration de la coalition Fanm Yo Deside

Haiti Infos Pro 3 février 2026 position de la coalition Consensus

Gazette Haïti 5 février 2026 le CPT cherchant un rôle post-mandat

Chatham House 4 février 2026 analyse du cercle vicieux d'Haïti

Reuters 23 janvier 2026 déclaration de Rubio sur la dissolution du CPT

United Nations News janvier 2026 renouvellement du mandat de la BINUH et déploiement de la GSF

Canada Caribbean Institute 4 novembre 2025 déclaration d'impossibilité des élections du CEP

Vant Bef Info 1er février 2026 opérations de la PNH à Croix-des-Bouquets

NYC Caribbean News 20 janvier 2026 évaluation de sécurité du Ministre de la Justice Pélissier

Security Council Report janvier 2026 dynamiques internes de Viv Ansanm

ACLED 2 février 2026 analyse de l'alliance des gangs

Council on Foreign Relations janvier 2026 évaluation de la Force de Suppression des Gangs

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Trading Economics 4-5 février 2026 données de taux de change

Haiti Libre 2 février 2026 décision d'injonction du TPS

American Jewish World Service analyse des cadres de transition